

La grève générale des cheminots d'août 1953, partie des grands mouvements qui modifièrent profondément la situation de la classe ouvrière en France fut donc caractérisée au début par sa spontanéité. Le changement dans la mentalité des ouvriers ne peut pas être revendiqué par les organisations syndicales comme leur œuvre : ce sont les ouvriers eux-mêmes qui l'ont opéré. Entendons-nous bien cependant : le sens de la spontanéité n'est pas dans l'absence d'intervention des organisations syndicales, mais dans l'ampleur de la réponse ouvrière. La combativité des cheminots fut attestée par les nombreux débrayages (Meun, Paris, Rouen, etc.) qui se produisirent le jour de la reprise, lorsque certains chefs voulurent sanctionner des militants qui avaient participé activement au mouvement. La grève garda cependant un caractère généralement défensif, et les cheminots ne surent pas dépasser le cadre revendicatif fixé par les grandes organisations syndicales, ni s'affranchir de leur tutelle.

Pour conclure, il faut souligner que les cheminots ont montré leur capacité non seulement à comprendre une menace immédiate contre leurs conditions de vie, mais aussi à passer à l'attaque sur un point précis, et à défaire l'Etat-patron sur ce point. Leur confiance dans les syndicats indique plus le désir de mener une lutte organisée, que l'approbation de l'orientation de ces syndicats. Les militants d'avant-garde devront tenir compte de ces faits, dans leur action. Ils verront que dans le déroulement de la grève, il est généralement possible de se délimiter des organisations bureaucratiques, et de faire accorder aux bonzes syndicaux des concessions comme l'élection de comités de grève, la mise en question et discussion démocratique des revendications. Ces concessions rendront ainsi aux travailleurs de la base, une partie de l'initiative que les chefs syndicaux leur retirent. Elles permettront de faire des progrès ultérieurs et d'affirmer dans la lutte des positions révolutionnaires autonomes.

G. PETRO.

LA GREVE CHEZ RENAULT

Quand l'usine Renault ouvre ses portes le mardi 18 août, depuis déjà 15 jours les postiers ont cessé le travail et les cheminots sont en grève. Beaucoup d'ouvriers ne sont pas présents à leur travail. Les uns ont droit à quelques jours de congé supplémentaire suivant leur ancienneté dans l'usine. D'autres prennent des jours supplémentaires à leur compte, d'autres encore n'ont pu rentrer à Paris à cause de la grève, d'autres enfin ont préféré attendre les événements, avant de se présenter à l'usine. Les journaux ont beaucoup parlé de l'usine. Tous les ouvriers se sont déjà posé cette question : Renault va-t-il reprendre le travail ?

C'est dans cette atmosphère que nous rentrons dans notre atelier mardi matin. A peine se retrouve-t-on devant la pendule de pointage que chaque ouvrier interroge son voisin : « Tu as vu ? cette fois c'est le paquet : plus de trains, plus de lettres, plus de métro. » Chacun est plein d'optimisme sur ce mouvement. Des jeunes militants cégétistes disent qu'ils espèrent que nous ne reprendrons pas le travail et

(1) Les circulaires F.O. interdisaient avec obstination toute entente avec la C.G.T. ; celles de la C.F.T.C. insistaient de la manière la plus pressante sur l'organisation de la grève « par localités » et « non par établissements », sur la compétence des comités de grève du seul point de vue de l'organisation et sur l'obligation faite aux membres des comités de grève d'être des membres du bureau des syndicats C.F.T.C. ou mandatés par eux.

que toute l'usine va s'arrêter. « Comme en 36 », disent les uns. « Plus fort qu'en 36 », disent les autres. Les grévistes sont plus nombreux ; on parle de 4.000.000 contre 1.500.000 en 36.

Le délégué cégétiste arrive lui aussi gonflé à bloc, comme tout le monde. « Qu'est-ce que tu en penses », dit-il, en faisant des clins d'œil complices. Ce qu'on en pense est clair, la grande majorité de l'atelier ne veut pas reprendre le travail.

Les jeunes en général sont les plus optimistes et dynamiques. « Moi je ne touche pas aux manivelles. » « Tu te mets en bleu ? » « Oui, répond un autre, mais c'est pour ne pas me salir, je ne travaillerai pas aujourd'hui. »

Les groupes discutent autour de la pendule. L'heure a passé et personne ne met sa machine en marche. Les chefs d'équipe participent avec bienveillance aux discussions ; ils disent ce qu'ils ont vu eux aussi. Les gares désertes, les grèves des entreprises privées. « A Strasbourg... dit l'un, « à Lyon... » dit l'autre. Quelqu'un a dit que l'on allait organiser une réunion dans l'atelier. Question superflue, la réunion est depuis longtemps organisée. Les délégués appellent tous les groupes qui se dirigent vers l'endroit traditionnel où se tiennent les réunions de l'atelier.

Il parle du mouvement de grève, de la position de la C.G.T., et de l'unité qui s'est enfin réalisée. Il prétend que le gouvernement capitulera devant le mouvement. Que les grévistes obtiendront satisfaction. Il pense que c'est le moment de poser nous-mêmes nos revendications et de passer à l'action. C'est à vous de décider la forme d'action à mener. Que tout le monde s'exprime le plus démocratiquement possible.

De part et d'autre les ouvriers disent qu'il ne faut pas reprendre le travail. Je prends la parole pour exprimer l'idée que l'occasion est favorable pour entreprendre une action, que nous devons faire grève à condition de faire tous nos efforts pour propager le mouvement dans toute l'usine et au dehors de l'usine dans toute l'industrie métallurgique. Ce n'est qu'à cette condition que nous obtiendrons satisfaction. J'exprime aussi l'idée que nous devons faire grève pour faire aboutir les revendications du secteur public.

Des ouvriers expriment en peu de mots cette idée qu'ils veulent faire une action, une grève à condition que nous ne soyons pas le seul atelier à arrêter le travail. Cette idée est générale et c'est pourquoi la proposition que je fais : de ne pas reprendre le travail le matin et de convoquer un meeting à 13 heures pour réexaminer la situation et décider l'action à mener est accueillie favorablement par tous les ouvriers. Un seul opposant, un vieil ouvrier, prétend que les fonctionnaires ont leur retraite plus tôt que nous, que leur situation est meilleure que la nôtre et qu'ils ne se sont pas solidarisés lorsque nous étions nous-mêmes en grève. Il pense que nous serons encore les victimes de ce mouvement. La réaction des ouvriers est unanime pour s'opposer à cette conception.

A la question d'extension du mouvement dans l'usine, le délégué a répondu que nous devons prendre nos propres responsabilités. « Dans les autres ateliers, les ouvriers prendront les leurs. »

L'enthousiasme est encore plus grand qu'au début, d'autres ouvriers sont arrivés et se sont joints à nous. Nous sommes environ 60 à 80 sur un effectif d'à peu près 130 ouvriers.

Tout le monde a le sourire, même ceux qui d'habitude sont les plus difficiles à convaincre à cesser le travail se sont joints à nous avec confiance. Pas une machine ne marche. Nous nous sentons plus unis que jamais. Qui oserait détruire cette homogénéité ?

Le délégué a rassuré ceux qui s'inquiétaient de la façon dont les autres allaient réagir. « Les camarades s'occupent dans les autres ateliers, ne t'en fais pas. Dans les autres ateliers c'est comme ici, Renault va rentrer dans le bain. »

Je demande que nous allions dans les autres départements pour les encourager à débrayer. Nous formons ainsi un petit groupe d'une trentaine qui va en se réduisant au fur et à mesure du déroulement de la grève mais qui se renouvellera chaque fois que nous passerons dans les différents ateliers.

A l'artillerie (atelier de réparation des machines) tout marche lorsque nous arrivons, une réunion générale de l'atelier est prévue par le délégué C.G.T., la plupart des ouvriers s'y rendent. Le délégué explique la situation : les décrets-lois, la misère des ouvriers, l'ampleur du mouvement, l'unité syndicale. Il propose que les ouvriers se prononcent sur l'éventualité d'une action à mener. L'enthousiasme est moins grand que chez nous, quelques machines marchent et le délégué doit faire tous ses efforts pour que sa voix soit entendue.

Je prends la parole pour demander aux ouvriers de se joindre au mouvement, je reprends les idées que j'ai exposées dans mon atelier.

La majorité est d'accord pour notre proposition d'arrêt jusqu'au meeting de 13 heures. Quelques machines continuent à marcher, mais la majorité a cessé le travail.

A l'A.O.C. (atelier d'outillage central) un meeting est organisé. A peu près mêmes réactions qu'à l'artillerie. Quand nous sommes arrivés la situation était confuse, certains n'avaient pas commencé le travail et attendaient, mais rien n'était organisé ni précis. Même ambiance : quelques machines marchent et ce bruit est un des grands éléments qui participent à la démoralisation des ouvriers qui veulent arrêter le travail. Au meeting la majorité se met d'accord sur la grève jusqu'au prochain meeting de 13 heures.

A l'atelier de décolletage, notre groupe est assez mélangé ; des ouvriers des trois ateliers participent au travail de propagande. Nous sommes une soixantaine à aller dans les quatre étages de ce département.

Quand nous arrivons tout le monde travaille ; on fait signe aux ouvriers d'arrêter leur machine et de venir. Nous improvisons dans les trois étages des meetings. Les délégués cégétistes ont disparu ou s'abstiennent de prendre la parole. Je répète à peu près partout ce que j'ai dit aux meetings précédents. Chaque ouvrier qui refuse de débrayer est entouré par notre groupe et la plupart quittent la machine sous les acclamations de leurs camarades.

Les ouvriers qui refusent ou hésitent à débrayer se servent des prétextes suivants : ils disent qu'ils rentrent de vacances et qu'ils n'ont plus d'argent, d'autres ne veulent pas se solidariser avec les fonctionnaires parce que eux ne se sont pas solidarisés avec les grèves précédentes de la métallurgie. D'autres enfin disent qu'ils sont d'accord pour débrayer mais à la seule condition que toute l'usine débraye. Ils disent que les syndicats n'ont lancé aucun mot d'ordre.

Dans ce département la maîtrise est loin d'être aussi neutre que dans le nôtre. Les ouvriers sont composés d'une majorité d'O.S. et de quelques régleurs, la discipline est plus forte que dans les autres ateliers d'outillage ou d'entretien. Les blouses blanches passent continuellement dans les allées, incitant les ouvriers à travailler et beaucoup qui se sentent isolés dans le mouvement reprennent le travail dès que nous sommes partis.

L'enthousiasme des ouvriers qui ont débrayé a baissé. Quelques-uns commencent à donner des signes de découragement sans pour

cela manifester le désir de reprendre le travail.

Mardi après-midi : le meeting n'est pas un meeting central de toute l'usine, comme nous l'avions espéré, c'est un meeting qui se tient dans l'A.O.C. C'est Linet, le député communiste et responsable des syndicats C.G.T. Renault qui parlera pendant presque tout le meeting. Ce qu'il dira c'est ce que tout le monde peut lire dans les journaux. Il parlera de la misère des ouvriers, des ménagères qui ont du mal à faire leur marché, du gouvernement qui est responsable d'un tel mouvement qui lui coûte des milliards etc. Quant à l'action à mener et comment la mener, Linet dira simplement que ce n'est pas à lui de décider. Les ouvriers sont majeurs. « Dans chaque atelier constituez des comités d'action et décidez vous-mêmes de l'action à mener. »

Linet énumère les possibilités d'action : dépôt d'un cahier de revendications, délégations pour appuyer ce cahier, grèves d'une heure, d'un jour ou de plusieurs. Un ouvrier l'interrompt, disant qu'il est pour la grève, mais cette fois pour une grève active.

La continuation de la grève est votée, les délégués C.G.T. sont toujours d'accord avec la grève.

Je propose que nous allions tous dans les autres départements pour faire débrayer nos camarades qui travaillent encore.

Nous nous rendons en masse en scandant « Nos 25 francs » successivement dans le département 88 (montage du pont arrière de la Frégate) et dans le département 81. Au 88 nous réussissons rapidement à convaincre les ouvriers qui pour la plupart quittent leur machine et se joignent à nous dès qu'ils nous voient. Au 81 la maîtrise exerce une pression plus grande. Le chef du département, entouré d'un ou deux contremaîtres, s'est mis au milieu de l'allée et surveille les ouvriers. Nous allons en groupe essayer de les convaincre. Les uns débrayent mais reprennent le travail dès que nous repartons. Certains de nos camarades qui se sont isolés du reste de notre groupe et qui discutent avec les ouvriers qui travaillent sont pris à partie par la maîtrise.

C'est à ce moment que se passe un incident qui caractérise bien toute l'orientation des syndicats dans ce mouvement. Les délégués C.G.T. de notre atelier arrivent furieux et commencent à haranguer notre groupe en demandant à tous les ouvriers de regagner leurs ateliers respectifs. « Vous devez rester dans vos ateliers — les autres sont assez grands pour prendre leurs responsabilités. » Parmi les délégués C.G.T., seul celui du 88 est furieux. Il ne comprend pas pourquoi cette position. Où sont les délégués du 31 ?

Nous essayons de continuer malgré tout notre travail mais déjà beaucoup de nos camarades sont découragés et regagnent leurs ateliers. Quand nous revenons, une bonne partie de l'atelier a repris le travail. Le délégué réunit les grévistes et nous élaborons un cahier de revendications qui est le même que celui que nous avons présenté il y a 6 mois : 25 francs de l'heure, 40 heures payées 48, 3 semaines de congés payés. Les délégués C.G.T. et F.O. engagent une discussion pour savoir si l'on doit demander 3 semaines de congés payés, position C.G.T. ou 21 jours de congés payés, position F.O.

Les ouvriers restent assez indifférents devant la discussion de ces revendications, ce n'est pas la revendication qui pose des problèmes mais le moyen de l'obtenir.

Mercredi 19. Quand nous rentrons nous constatons le même découragement chez tous les ouvriers qui ont participé à la grève de la veille. « Nous ne voulons pas débrayer tout seuls. » « Si les autres

ateliers ne nous suivent pas, ce n'est pas la peine.» Toujours aucun tract, aucune affiche au sujet de l'action à mener. Les syndicats sont muets. Notre délégué F.O. après une faible apparition la veille a disparu. Chacun regarde autour de lui. Ceux qui étaient les moins enthousiastes la veille ont remis leur machine en marche, les autres suivent, le travail est repris par tous les ouvriers. Mais tout le monde est mécontent. Les uns rejettent la faute de cette situation sur le manque de combativité des ouvriers, des autres en général, d'autres se contentent de dire avec dégoût : « Nous sommes des salauds de travailler en ce moment. » D'autres enfin commencent à se quereller avec le délégué C.G.T. et demandent ce que fait le syndicat. Le travail a repris à l'A.O.C. et à l'artillerie où ils avaient débrayé la veille. Nous apprenons qu'un meeting est convoqué à 18 heures à l'artillerie. Il faut dire que la convocation des meetings a été et sera toujours faite jusqu'à la fin des grèves sous l'initiative des syndicats. A aucun moment, à part les réunions d'atelier, les ouvriers ou les comités de grève ne prendront l'initiative d'un meeting et nous verrons que les propositions de ce genre que nous avons faites au cours des différentes réunions, si elles ont été accueillies favorablement par les ouvriers, n'en ont pas moins été boycottées par les délégués C.G.T. et les ouvriers n'ont pas eu la force de s'opposer à cette manœuvre.

Au meeting, l'artillerie et notre atelier sont réunis, aucun représentant des autres ateliers n'est présent, ils n'ont pas été convoqués, les délégués C.G.T. préconisent un débrayage pour la deuxième journée. J'interviens pour appuyer encore sur l'idée de généraliser le mouvement dans toute l'usine. Je dis que ce n'est que dans cette mesure que nous pourrions obtenir satisfaction. En fait, je ne fais que traduire l'opinion générale de la grande majorité des ouvriers. Je demande que tous les comités de grève de toute l'usine se réunissent pour centraliser toute notre action. Je propose une réunion générale de toute l'usine le soir à 18 heures ; on m'approuve. Mais les délégués C.G.T. ne sont pas pressés. Il est clair qu'ils veulent encore gagner du temps. Ils répondent qu'il faut élire les comités de grève, que chaque atelier pose ses propres revendications et que dans chaque atelier les ouvriers prennent leurs propres responsabilités. Ceci est, d'après eux, en train de se faire dans tous les ateliers de l'usine. C'est faux ; dans les autres ateliers le travail est normal. Dans l'Ile par exemple, il n'y a encore rien eu et personne ne sait que nous sommes en grève. La proposition d'aller en masse dans les autres ateliers est elle aussi enterrée. « Nous devons nous occuper de nos propres ateliers. »

Nous revenons dans notre atelier où quelques machines sont « en route ». Déjà les grévistes essayent de convaincre ceux qui travaillent. Deux jeunes cégétistes qui la veille étaient les plus ardents à débrayer ne veulent plus débrayer, ils sont furieux : « Nous ne voulons pas faire les imbéciles pendant que les autres ateliers travaillent, c'est toujours nous les sacrifiés. » Il faudra une bonne heure de discussions pour que tous les ouvriers sauf deux ou trois s'arrêtent.

On reprend un peu confiance ; notre délégué C.G.T. (le délégué F.O. ne reparaitra que lorsque tout sera redevenu normal) dit qu'il faut organiser les loisirs. Il faut faire des « championnats de belote », des « radio-crochets », etc.

Quelques-uns sont repartis chez eux, d'autres se sont soumis avec bonne grâce à la proposition du délégué et jouent aux cartes.

Pendant ce temps dans les autres ateliers on travaille.

Jeudi 20. En arrivant à l'usine nous voyons l'affiche signée des trois syndicats, C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. C'est une affiche impré-

cise pour la grève. Un meeting général est prévu à 15 heures. En principe ce meeting doit se tenir dans l'Ile, c'est-à-dire en plein cœur de l'usine, dans un grand hall, là où se tiennent tous les meetings lorsque l'usine est en effervescence. Le meeting dans l'Ile avait aussi l'avantage de se dérouler dans un endroit où les ouvriers n'avaient pas encore débrayé — chaîne de montage des 4 CV. Mais un meeting en cet endroit était en complète opposition avec la politique des syndicats : ne pas faire pression sur les ateliers qui travaillent.

Nous rentrons dans notre atelier, l'« appel », quoique imprécis, a donné encore un peu confiance aux ouvriers. On ne « mettra pas en route ».

Le 55 (atelier de décolletage) a débrayé, à l'artillerie et à l'A.O.C. la grève est à peu près générale. Mais les quelques ouvriers qui travaillent empêchent les moteurs de s'arrêter, et le bruit de l'atelier est souvent, à peu de chose près, le même que lorsque tout travaille. Il y a des machines qui marchent toutes avec une même transmission. Une seule machine qui marche peut entraîner (comme au décolletage) la marche de toutes les poulies et courroies d'une rangée de machines. Trois ou quatre ouvriers qui travaillent font autant de bruit que tous leurs camarades réunis. Le fait a toujours eu une grande importance. Si l'on n'arrête pas les moteurs de commande les meetings sont très difficiles à faire dans les ateliers à cause du bruit. On a vu aussi des ouvriers passer à côté de ces ateliers et croire que tout le monde travaillait à l'intérieur. « Si tout est arrêté pourquoi les machines marchent-elles ? » s'écrient beaucoup d'ouvriers incrédules. A cela le délégué répond qu'il faut respecter la liberté du travail.

Chez nous les parties de belote ont recommencé, mais de temps en temps des groupes de quatre ou cinq partent voir ce qui se passe dans les autres ateliers.

Les comités de grève sont pratiquement constitués depuis longtemps, c'est une chose superflue que de coucher des noms sur une feuille de papier. Ce sont les plus actifs qui seront dans ce comité de grève. Nous nous réunissons. Nous sommes une douzaine. Le comité de grève comprend des ouvriers de l'artillerie et de notre atelier. Que doit-on discuter ? Je renouvelle mes propositions : réunions avec les autres comités de grève, constitution d'un comité central de grève de l'usine. Le délégué C.G.T. répond « au syndicat on s'en occupe ». Il n'y a donc plus rien à discuter. La démocratie s'arrête à l'atelier. Maintenant le comité de grève attend les directives des bureaucrates syndicaux pour exécuter ces directives.

Une certaine méfiance des ouvriers à l'égard du syndicat et des délégués se manifeste. Dans notre atelier les parties de belote battent leur plein. Le délégué vient annoncer à un des groupes que contrairement à ce qui avait été prévu le meeting n'aura pas lieu dans l'Ile, il aura lieu en dehors de l'usine à l'angle des rues Jules-Kormen et Zola. La partie de belote s'arrête, on demande des explications : « Ça va être encore comme les autres fois, dit un cégétiste. Si vous ne faites pas le meeting, c'est fini, je ne débrayerai jamais plus. » Un autre ajoute : « Maintenant vous dites que le meeting n'aura pas lieu dans l'Ile, tout à l'heure, vous direz qu'il n'y a pas de meeting, et nous, nous allons nous faire couillonner une fois de plus. » Et c'est la même menace que les ouvriers brandissent à la tête des délégués : « Si vous faites les imbéciles, ne venez plus nous faire débrayer. »

Où est l'enthousiasme des premiers jours ?

Maintenant la grève est entre les mains d'une force occulte. C'est la grève des délégués, la grève des syndicats, ce n'est plus la grève des ouvriers. Beaucoup le comprennent, mais la plupart, au lieu d'essayer de prendre la grève en main, s'en désintéressent et attendent

patiemment l'ordre de reprise du travail.

Le découragement ira encore grandissant après le meeting, sur lequel quelques-uns avaient encore quelques espoirs.

Le meeting se tiendra à 15 heures en dehors de l'usine. Y viendront seulement ceux qui ont débrayé, ceux qui conservent encore quelques espoirs, beaucoup d'autres sont partis chez eux, d'autres sont repartis en vacances dès le deuxième jour.

Pourquoi ne fait-on pas le meeting dans l'usine ?

L'explication est toujours une explication apparemment cohérente. On peut tout expliquer. Les micros n'ont pas pu passer la porte d'entrée disent les délégués. Pourquoi ? Le gardien n'a pas voulu. Alors les quelques milliers de grévistes se trouvent tout d'un coup stoppés par un malheureux gardien de l'usine qui n'a pour se défendre que sa casquette. Tout à l'heure Linet dira que le mouvement a une force et une volonté considérables et que le gouvernement et Lefauchaux tremblent derrière leurs bureaux. Entre les ouvriers et la direction il n'y a pas qu'un gardien, il y a une bureaucratie syndicale qui est encore en mesure de se jouer des ouvriers.

Nous avons décidé d'emmenner le plus de monde possible au meeting, bien que personne ne sache, mis à part les délégués syndicaux, ce qu'est ce meeting et qui va y parler. Ce meeting serait-il dirigé par les représentants des différents comités de grèves de l'usine ? Il est peu probable qu'il y ait encore quelques naïfs qui pensaient de la sorte.

Nous formons un groupe d'une quarantaine d'ouvriers et nous allons au M.P.R. (magasin des pièces de rechange) qui rassemble environ une centaine d'ouvriers. Ils n'ont pas débrayé. Aussitôt rentrés, deux ouvriers nous disent : « Nous vous attendions. » Ils quittent leur travail et nous suivent. Notre délégué C.G.T. demande à voir le délégué C.G.T. de l'endroit. On cherche partout le délégué pendant un quart d'heure, sans succès. Un ouvrier dit que le délégué leur a expliqué qu'il avait eu un entretien avec Linet, ce dernier lui aurait dit : « Ne vous en faites pas dans votre coin, quand il y aura quelque chose on vous le fera dire, ce n'est pas la peine de faire quelque chose pour le moment. » Les cégétistes sont indignés non contre Linet, mais contre le délégué qui selon eux doit mentir. Notre délégué arrive enfin pour glisser à l'oreille de ses camarades que le délégué en question a la frousse et qu'il ne veut pas prendre de responsabilités. « Avant, dit un ouvrier, pour nous faire débrayer il suffisait que le délégué crie de la pendule : Allez les gars on arrête et tout s'arrêtait. » Aujourd'hui, visiblement, la majorité ne veut pas débrayer.

On improvise une petite réunion pour convaincre les ouvriers de venir au grand meeting. Aucune réaction. Nous partons avec quelques ouvriers de cet atelier qui nous suivent, mais lorsque nous serons dans la rue la plupart se seront évaporés.

Un cégétiste a confectionné une pancarte : A.O.C. annexe — Nos 25 francs — nous le suivons. Le département 18 débouche avec un lot de pancartes plus imposantes que la nôtre.

« Et l'île ? » questionnent certains ouvriers. L'île, personne ne sait ce qu'il s'y passe. « Et chez vous, qu'y a-t-il ? » « Chez nous, ça travaille, nous sommes huit à avoir débrayé », dit un gars du 58. « Chez nous, tout est arrêté. » On s'informe comme l'on peut à défaut d'autres moyens.

Au meeting sur l'estrade, il y a les figures traditionnelles : Linet et Apostolo de la C.G.T., Soula du syndicat chrétien, un de F.O. puis d'autres que nous ne connaissons pas. Chacun se demande quelles peuvent être ces nouvelles personnes qui vont parler.

Ce sont les délégués C.G.T. des Comités de grèves des P.T.T., des cheminots et du métro qui nous parlent de leur grève. Ils nous disent qu'ils tiennent bon et tiendront jusqu'au bout. Le délégué chrétien et le délégué F.O. feront une déclaration disant que leur syndicat décrète l'ordre de grève générale de 48 heures pour vendredi et samedi. Puis c'est surtout, et tout le monde le sait, Apostolo et Linet qui vont faire « le gros baratin ». Que disent-ils ? Ce qu'ils ont déjà dit : la misère des ouvriers, leur volonté que ça change, ce que tout le monde sait et pour que personne ne s'impatiente ils lanceront de temps à autre un mot d'esprit sur Lefauchaux. On rit, on attend. Que va-t-on donner comme directives ? Aucune de précise. « C'est aux ouvriers de décider. Vous pouvez faire des délégations au Ministère du Travail et à la réunion des syndicats et des patrons. Vous déciderez la lutte à suivre tous unis. »

La réunion se termine ainsi. Beaucoup qui s'attendaient à plus sont encore déçus. On doit faire ce que l'on décide, mais lorsqu'on veut décider on nous dit que ce sont les autres au syndicat qui s'en occupent et ils s'en occupent à leur façon.

La chaîne de montage des 4 CV travaille, seuls quelques ouvriers ont débrayé et nous en informent ; ils demandent qu'on aille les aider à faire débrayer leur atelier. Enfin ! une proposition concrète, mais elle est dite en bas de l'estrade de bouche à oreille. La proposition se transmet comme un feu de paille, on entend crier çà et là : « Tous à la U5 » et beaucoup d'ouvriers, au lieu de se retirer dans leur atelier, s'en vont grossir un groupe qui se dirige vers la chaîne de montage des moteurs. Là, les gardiens ne nous ont même pas fait la moindre réflexion. Nous passons en masse devant l'écriteau « Prière de présenter vos cartes aux gardiens ». Les pancartes en tête, nous avons débouché dans les chaînes au cri de « Venez avec nous », « Unité », « Arrêtez vos machines ». Chaque ouvrier qui s'arrête est acclamé par des centaines de vivats. La plupart n'attendait que cette occasion et se dépêchent de nous rejoindre, d'autres ont visiblement peur, ils ne débrayent que lorsqu'ils se trouvent entourés par 150 ou 200 grévistes, d'autres baissent la tête, font semblant de ne pas nous voir et de ne pas nous entendre. Les discussions sont calmes en général. « Viens avec nous, arrête ta machine — Va, les chefs ne te diront rien. » D'autres plus violentes. Quelques-uns, prenant prétexte de la dureté du travail à la chaîne leur crient : « Vous vous trouvez tellement bien dans ce bain, pour ne pas vouloir en sortir. »

Les chaînes s'arrêtent une à une sans qu'aucun de nous n'ait eu à intervenir pour arrêter les moteurs. Un groupe pourtant ne veut pas arrêter ; le chef d'atelier en blouse blanche se tient raide au bout de la rangée et regarde ses ouvriers travailler. Notre groupe se masse petit à petit à cet endroit et la trentaine d'ouvriers qui travaillent encore deviennent le centre d'intérêt de nos discussions.

Un ouvrier s'est échappé de cette chaîne, en désignant le chef il nous dit : « C'est à lui qu'il faut casser la gueule, c'est un salaud, il va faire un rapport, il en a déjà fait foutre pas mal à la porte, si vous lui cassez la gueule, tout s'arrêtera. » Déjà le chef d'atelier est entouré. Un jeune de notre groupe se détache, saute sur un établi, traverse en courant une allée, escalade un autre établi et s'arrête net devant le chef. Il lui parle. Nous n'entendons pas ce qu'il lui dit, mais il lui fait signe avec le doigt de partir séance tenante. Pendant ce temps un autre ouvrier lui caresse la tête avec une feuille de platane qu'il a ramassée dehors. Sa dignité est mise en cause. Il part aussi raide qu'un piquet suivi d'une dizaine d'ouvriers qui l'empêchent ainsi de changer d'avis et de rebrousser chemin. Deux ou trois ouvriers de la chaîne persistent encore à travailler, la discussion frise la bagarre.

Mais le groupe s'est dispersé dans tout l'atelier, il est tard et déjà chacun pense à rentrer chez soi. Quand nous quittons l'atelier, la presque totalité des chaînes est arrêtée. Les militants C.G.T. qui, croyant bien faire, ont participé à faire débrayer cet atelier, seront sévèrement critiqués le lendemain par le syndicat.

Vendredi 21 : Cette fois, ça y est, le mot d'ordre de grève est lancé dans l'industrie métallurgique de la région parisienne par la C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. Cette fois chaque ouvrier de notre atelier pensait en rentrant que tout serait arrêté, au moins pendant deux jours. Après on verrait.

A 8 heures nous commençons à parcourir les ateliers pour nous informer de la situation.

La grève est totale dans notre atelier. Le 11, l'A.O.C., le 31, le 55, le 88 ont débrayé complètement ou en partie. Les forges qui avaient arrêté la veille ont repris, les fonderies qui avaient travaillé la veille se sont arrêtées. A U5 où nous avons fait débrayer la veille, le travail a repris en majorité. Quand à l'Ile tout travaille normalement. Dans l'Ile, les chaînes de montage avaient pourtant fait quinze jours de grève au mois d'avril ; cette grève n'avait pas été soutenue par les syndicats, et avait abouti à un échec, après le lock-out de toute l'usine. Cette fois personne ne veut débrayer. Un ouvrier nous a expliqué que les syndicats les avaient laissés tomber au mois d'avril. Il interroge indigné : « Et ils voudraient que l'on débraye aujourd'hui ? » Les petits groupes qui reviennent dans l'atelier sont découragés. Les promesses de victoire du délégué n'ont plus d'effet.

A un meeting de l'A.O.C., un camarade du département 11 propose une réunion à 18 heures des Comités de grève de l'usine. La réponse du délégué C.G.T. est extrêmement vague, il dit que bien sûr il y aura une réunion des Comités de grève mais à vrai dire lui-même n'en sait rien ou fait semblant de l'ignorer. Il fait comprendre que les dirigeants syndicaux décideront si ces réunions doivent avoir lieu ou non. « On vous le dira — Pour le moment organisez vos Comités de grève. »

Mais il y a longtemps que les Comités de grèves sont organisés, ils jouent à la belote, puisqu'on ne veut pas qu'ils s'occupent de la grève. Au milieu de la cour, au milieu des ateliers les « tacots » passent, portent des pièces, l'activité de l'usine peut paraître normale à n'importe quelle personne qui jetterait un coup d'œil de l'extérieur. Le bruit de quelques machines qui fonctionnent ajoute à cette idée. Il faut rentrer dans certains ateliers pour voir que la plupart des ouvriers ne travaillent pas.

Samedi, à 14 h. 30, la plupart des ouvriers sont venus chercher leur paie. La situation est comme la veille, la majorité des ouvriers ont décidé de reprendre le travail lundi. Tout le monde se rend compte que le mouvement n'a plus de chance de s'étendre, chacun est découragé, la 4 CV travaille presque au complet. L'optimisme habituel du délégué ne suffit plus à calmer ce découragement, au contraire il ne fait qu'inciter encore plus.

Lundi, le délégué viendra voir un à un les ouvriers pour les persuader que c'est une victoire qu'ils ont remportée. Personne ne croit à la victoire. Une semaine de manœuvres des syndicats a suffi pour détruire toutes les illusions des ouvriers. « Il est complètement fou », dit un ouvrier C.G.T. qui a écouté les propos du délégué. Un autre trouve que la C.G.T. a été trop lente, pas assez dynamique et en rend responsable les délégués. D'autres enfin arrivent le lundi avec un sourire narquois : « Je vous l'avais dit, encore une fois on s'est laissé

couillonner. Toutes les fois c'est pareil, ils nous mènent en bateau. Combien de temps faudra-t-il avant que vous vous en aperceviez. » La plupart de ceux qui prétendent avoir compris ne veulent plus rien faire, ne veulent plus participer à aucun mouvement de grève.

LES LEÇONS DE LA GREVE

Les années de collaboration des syndicats avec le gouvernement, puis les années de politisation du mécontentement au profit des forces impérialistes ont accentué le fossé entre la bureaucratie syndicale et les ouvriers.

Les ouvriers ont été habitués à recevoir et à exécuter les ordres de leurs syndicats. Cette habitude a laissé derrière elle un manque de confiance des ouvriers dans leur propre force. Même si dans cette grève les ouvriers avaient la volonté d'étendre le mouvement ils n'ont pu en aucun cas réaliser cette volonté. Leur volonté est restée passive et n'a pas pu dépasser les discussions personnelles ou les engueulades avec les délégués ; jamais elle n'a abouti à une action autonome en dehors des syndicats. Ainsi ces derniers ont-ils pu réaliser toutes les manœuvres consistant à étouffer cette grève.

Mais le paradoxe est là. Si les ouvriers ont l'habitude de recevoir des ordres d'en haut, ils n'ont plus confiance dès qu'ils reçoivent ces ordres. Cette grève est la démonstration éclatante d'une telle situation. La grève du mois d'avril et cette grève ont contribué à démontrer aux ouvriers le rôle de la bureaucratie syndicale. Ce sont les ouvriers les plus dynamiques, les plus combattifs qui se sont surtout opposés au cours de la grève à leur direction syndicale.

Ainsi les ouvriers qui défendaient avec le plus d'acharnement il y a un an ou deux la politique de la C.G.T. lorsqu'il s'agissait de grèves politiques contre le réarmement allemand, contre Ridgway ou pour la libération de Ducloux se sont trouvés en général les premiers à critiquer l'attitude passive de leur syndicat. Leur attachement à la politique de la C.G.T. avait des racines dans la situation d'opposition de la C.G.T. au gouvernement. Dans le dernier conflit cette opposition a marqué ses limites, ses conséquences et s'est perdue totalement dans un légalitarisme petit bourgeois. Il semblait donc que ces ouvriers voyaient s'effondrer les raisons pour lesquelles ils avaient sympathisé avec leur syndicat.

L'unité. Elle n'a pas été qu'un slogan de propagande. Cette grève a permis aux ouvriers de se connaître et de voir que les questions politiques mises à part leurs intérêts coïncident. Des ouvriers qui ne se parlaient plus depuis certaines discussions politiques ont renoué leurs relations amicales au cours de la grève. L'expérience a été manifeste, elle a enlevé certaines barrières qui opposaient les ouvriers. Il est probable que de telles barrières seront difficiles à remettre. Les discussions qui avaient lieu sur les slogans de la politique russe ou américaine sont de plus en plus rares. Un exemple récent illustre cet état de chose.

La chaîne de montage des carters des moteurs de la Frégate — département 58 — s'est mise en grève le 15 octobre dernier, leur revendication étant l'obtention d'une prime de pénibilité. Un délégué C.G.T. est venu faire un discours, mais quand il a parlé des accords de Bonn et de Paris, il a été hué et beaucoup d'ouvriers ont abandonné le meeting.

Les engueulades politiques restent souvent limitées entre les délégués C.G.T. et F.O., mais n'intéressent pas la plupart des ouvriers qui les regardent amusés.

La hiérarchie. Les revendications n'ont pas été des revendications hiérarchisées, sur ce point l'unanimité des ouvriers s'est prononcée pour une forme de revendications non hiérarchisées. C'est la encore un élément positif de cette grève si on la compare aux mouvements qui avaient lieu il y a trois ou quatre ans et où les revendications visaient toujours une augmentation proportionnelle au salaire. Le fait que les écarts de salaires ne font que diviser les ouvriers entre eux, devient une chose de plus en plus évidente.

Les leçons les plus appréciables qui ont été tirées de cette grève sont sans aucun doute celle sur les méthodes de lutte.

Quatre mois auparavant la tactique des syndicats avait été la tactique des grèves tournantes. Cette tactique avait été portée à son plus haut point lors de la grève du département 74 et avait abouti au lock-out de toute l'usine. Cette fois les ouvriers étaient disposés à faire un mouvement à condition qu'il ne soit pas localisé dans un ou deux départements. Les ouvriers voulaient la grève générale ou rien. Au début ils se lançaient dans le mouvement croyant que les autres départements allaient les suivre et lorsqu'ils s'aperçurent que non seulement ils n'étaient pas suivis mais que les syndicats faisaient tous leurs efforts pour les isoler alors seulement ils refusèrent la grève.

Depuis plusieurs années les méthodes de lutte employées par les syndicats sont les débrayages limités à une demi-journée, 1 heure, demi-heure ou quart d'heure, ou bien des listes de pétitions où tout le monde signe, ou bien encore les délégations d'une poignée d'ouvriers auprès du chef du département. Au mois d'août les ouvriers comprirent qu'il fallait tout arrêter pour obtenir une revalorisation générale des salaires. Mais là encore ils s'opposèrent aux syndicats qui enfermèrent cette grève dans les cadres de la légalité.

Au meeting du jeudi les ouvriers avaient accueilli favorablement la proposition de Linet d'aller en délégation au Ministère. Mais là encore pour les syndicats il ne s'agissait que de délégations limitées à quelques ouvriers. Pas question de manifestation de masses pour une bureaucratie qui n'avait aucun intérêt à voir un mouvement dépasser ses objectifs à elle.

Plus tard après la grève, la C.G.T. demanda aux ouvriers de manifester par des débrayages limités et localisés lors de la réunion de l'Assemblée Nationale, les mêmes ouvriers qui étaient prêts à se lancer dans une longue lutte en août refusèrent de débrayer ne serait-ce qu'un quart d'heure.

L'expérience Renault montre la limite que les syndicats ne pouvaient dépasser.

Chez les cheminots, chez les postiers, les syndicats poussés par le mécontentement des ouvriers ont été obligés de se lancer dans la grève. Les chrétiens et F.O. ont dû abandonner très tôt cette position étant donné la liaison de leur bureaucratie syndicale avec la bourgeoisie française. La C.G.T. a été plus loin dans le soutien du mouvement car elle n'est pas liée aussi directement avec cette bourgeoisie. Toutefois l'opposition de ce syndicat au débrayage de Renault montre bien que sa liaison à l'impérialisme russe l'empêchait dans cette période de dépasser le cadre de la grève légale. Dès que le mouvement de grève du mois d'août risquait à s'opposer d'une façon violente au gouvernement bourgeois, la C.G.T. était obligée de se désolidariser. Mais elle n'eut même pas besoin d'aller si loin. Une simple sabotage adroit a suffi pour arrêter le mouvement.

Le syndicat S.I.R. s'il avait pu faire croire un moment aux ouvriers son attachement à leurs revendications lors de la grève d'avril, a dû au cours de ce mouvement montrer son véritable caractère. Dès le début le S.I.R. a refusé la grève, il l'a dénoncée en interprétant la volonté des ouvriers comme la manifestation des manœuvres des autres syndicats. Les syndicats chrétiens et F.O. ont réalisé l'unité avec la C.G.T. ; leur position, à la différence du secteur public, n'a pas été la trahison ouverte. Après le sabotage de la grève, le découragement était tel qu'il aurait été tout à fait superflu de lancer le mot d'ordre de reprise du travail puisque les ouvriers étaient bien décidés à le reprendre.

La position de la C.G.T. s'est caractérisée par une solidarité complète avec la C.F.T.C. et F.O. Contrairement au secteur public la C.G.T. n'a pas essayé en général d'exploiter la situation pour dénoncer les deux autres centrales. Elle a au contraire joué le rôle le plus important, le plus actif dans le sabotage en douce de la grève.

Pourquoi la C.G.T. a-t-elle freiné ce mouvement ?

Tout d'abord la grève générale chez Renault aurait eu certainement une répercussion importante sur l'ensemble du mouvement des grèves. Les journaux ne s'y trompaient pas en faisant un grand tapage autour de la réouverture des usines le 18 août. Pas mal d'usines métallurgiques privées s'étaient déjà lancées dans le mouvement et tout le monde regardait avec anxiété la position que prendraient les ouvriers de la Régie qui sont considérés comme « l'Avant-Garde ». Si Renault était entré dans le mouvement il est probable que beaucoup d'industries privées auraient suivi, ce qui aurait pu étendre beaucoup plus le mouvement.

La direction des centrales n'était pas sans ignorer la situation financière du gouvernement français, la crise dans laquelle le plongerait la satisfaction des revendications ouvrières, sa résolution de s'opposer par la violence au mouvement. Les centrales syndicales savaient à quoi s'en tenir sur l'impossibilité de la réalisation d'un Front Populaire. Que restait comme perspectives à la C.G.T. dans le cas de l'extension d'un conflit en France ? Qu'aurait pu faire la C.G.T. si les ouvriers étaient descendus dans la rue ? Il est hors de question pour la C.G.T. dans la situation actuelle de donner aux ouvriers un mot d'ordre du renversement du gouvernement et de l'instauration d'une démocratie populaire en France.

Maintenant la situation est différente, la période d'apaisement entre l'Est et l'Ouest semble se prolonger et la C.G.T. voit ses possibilités d'action limitées. C'est par crainte que la lutte ne dépasse le cadre de la légalité bourgeoise dans la conjoncture actuelle que la C.G.T. freina le mouvement.

Il y a un ou deux ans le conflit U.R.S.S.-U.S.A. aurait pu permettre à la C.G.T. d'une part d'exploiter beaucoup plus le mécontentement des ouvriers et d'autre part de politiser (dans le sens impérialiste bien entendu) ce mécontentement. La C.G.T. n'a pu faire ni l'un ni l'autre non seulement à cause de la détente internationale, mais aussi, et c'est un point très important, à cause de la lassitude des ouvriers à se battre pour des mots d'ordre extérieurs à leurs problèmes.

Ici donc se trouve la différence du niveau de l'expérience ouvrière dans le secteur public et chez Renault. Dans le premier cas la C.G.T. a pu encore profiter de la trahison ouverte des deux autres syndicats et s'attirer les sympathies d'un certain nombre d'ouvriers et d'employés mécontents de cette trahison. Dans le deuxième cas les métallos ont encore fait une nouvelle fois l'expérience concrète de l'opposition

tacite de la C.G.T. à leurs revendications. De ceci nous pouvons penser d'une part que les secteurs les plus influencés par le stalinisme seront les secteurs les plus aptes à prendre conscience de la mystification de cette politique et il est invraisemblable qu'une telle prise de conscience puisse se faire au profit des autres centrales — S.I.R., F.O. ou Chrétiens qui traînent derrière elles un passé chargé de manœuvres toutes aussi odieuses et qui sont définitivement discréditées pour un grand nombre. L'élément positif donc de ce dernier mouvement chez Renault est incontestablement une accentuation du détachement des ouvriers de la bureaucratie syndicale. C'est dans cette voie et par de telles étapes que le prolétariat arrivera à prendre lui-même en main ses propres intérêts de classe et à se débarrasser définitivement de ceux qui depuis plusieurs années l'enchaînent à son exploitation. Une période nouvelle semble donc s'ouvrir où le prolétariat cherchera au travers de ses expériences une forme de lutte et d'organisation autonome. Avec lui c'est ces problèmes que nous essayerons de résoudre.

D. MOTHE.

LA GREVE DANS LES ASSURANCES

La situation des Assurances Générales Vie dans un secteur arriéré de l'économie a déjà été évoquée à l'occasion de la grève de mars 1950 (1).

La direction de cette Société nationalisée a poursuivi ses efforts de rationalisation. La mécanisation des travaux, le regroupement des dactylos, l'introduction dans de nombreux emplois du travail au rendement (souvent sans primes) ont précisé une évolution qui tend à atténuer les différences pouvant exister entre les salariés dits « employés » et les salariés de l'industrie (2).

Les compressions de personnel, effectuées par non remplacement des démissionnaires ou des retraités ont entraîné pour les catégories non touchées directement par les mesures de rationalisation une conscience beaucoup plus nette de leur exploitation ; mais ce non renouvellement du personnel a eu pour conséquence d'accroître le pourcentage des cadres et agents de maîtrise (environ 1/3 du personnel du siège en 1946, plus de 50 % en 1953) (3) et d'orienter encore plus les revendications vers les demandes individuelles.

Cette tendance à l'inflation de l'encadrement a été accentuée par le bas niveau des salaires (4), par le favoritisme pour les membres de

(1) *Socialisme ou barbarie*, n° 7, p. 103.

(2) Une étude de cette question sera donnée dans le cadre d'un prochain article sur la vie des employés.

(3) Effectifs du siège :

CATEGORIES	DEBUT 1950	MAI 1953
Direction	6	8
Cadres	91	97
Agents de maîtrise ..	282	278
Employés	850	214
Total	679	597

(4) Salaires de base pour 40 heures.

CATEGORIES	1950	1953
Direction		
Cadres	de 27.160 à 62.615	de 34.000 à 78.890
Agents de maîtrise ..	de 16.898 à 26.700	de 20.770 à 33.400
Employés	de 15.800 à 20.202	de 20.770 à 26.021

certaines syndicats (C.G.T. avant la scission, puis F.O.) pratiqué par la direction de cette société nationalisée, et par l'action des syndicats C.F.T.C. et F.O. majoritaires dans l'entreprise défendant uniquement des réclamations individuelles. Les fonctions d'agents de maîtrise des échelons inférieurs (1^{er} et 2^e échelon) sont d'ailleurs considérées comme purement honorifiques ; la direction avoue elle-même, sans d'ailleurs chercher à y remédier, qu'il y a 30 % de cadres de trop.

Le souvenir de la grève de mars 50 et de la position des centrales F.O. et C.F.T.C. est resté très vivace parmi les employés ; les mots d'ordre stalinien de la C.G.T. de 50 à 53 lui ont fait entièrement perdre le bénéfice qu'elle aurait normalement pu retirer des positions des autres centrales et de celles de leurs responsables au sein des entreprises. La quasi-totalité des employés professe une profonde méfiance pour tout mot d'ordre ou toute action venant d'une centrale quelconque ; il est courant d'entendre en réponse à une proposition concrète d'action lancée par un seul syndicat « Pour que cela fasse comme en mars 50 ». Les seuls mouvements se situent dans la ligne d'une stricte défense des « avantages acquis », face à une exploitation accrue, à un durcissement patronal sous le signe de la « productivité ». Sur ces questions strictement limitées, ils sont prêts à suivre les plus dynamiques, pourvu que ce dynamisme aille dans le sens de leurs intérêts. C'est ainsi qu'en mai 53, la section C.G.T. réussit seule, mais avec l'appui de la majorité du personnel, à faire échec à une tentative de la direction, appuyée par les cadres et les sections F.O. et C.F.T.C. (pourtant largement majoritaires) de porter la durée du travail à 43 heures (au lieu de 40).

L'influence des syndicats a fortement diminué depuis mars 50 (1). Si à cette date, à peu près 50 % du personnel était syndiqué, cette proportion est environ du tiers au début de 53. Sur ces effectifs la C.F.T.C. en groupe la moitié, F.O. un quart, la C.G.T. un quart, soit sur un total de 700 salariés (cadres compris) : environ 100 à la C.F.T.C., 50 à F.O., 40 à la C.G.T., et 50 cadres sur 100 syndiqués à la C.G.C. (la section syndicale des agents de maîtrise affiliée à la C.G.C. a été dissoute par manque d'activité) ; les élections sont marquées par un plus grand nombre d'abstentions. Le partage des voix se fait approximativement selon le pourcentage des syndiqués mais avec des déplacements de voix très sensibles sur une personne à l'intérieur d'une liste, ou d'une liste à une autre, suivant les positions adoptées par l'un des candidats ou par l'une des sections syndicales sur tel problème discuté au moment de l'élection.

Les responsables F.O. et C.F.T.C. jouent pleinement leur rôle de « courroie de transmission » entre la direction et le personnel ; toute leur action tend, d'une part, à défendre la hiérarchie et les avantages individuels acquis, d'autre part, à écarter toute revendication d'ordre général et à apaiser de concert avec la direction toute velléité d'agitation qui peut se manifester ; cette position les amène parfois dans des impasses comme dans le cas, rappelé ci-dessus, d'augmentation de

(1) Résultats des élections depuis mai 50 (personnel siège et province) :

	1950		1951		1952		1953
	mai	déc.	mai	nov.	mai	nov.	mai
Effectifs	622	620	589	571	573	572	554
Abstentions	12,7 %	12 %	12 %	16,8 %	13,7 %	14,1 %	13 %
C.F.T.C.	208	221	220	201	197	208	179
F.O.	145	185	116	110	150	153	128
C.G.T.	117	125	111	108	101	97	117
Agents de maîtrise	>	52	49	31	plus de candidats		